

Je parlerai brièvement de ma propre province de Colombie-Britannique. La réalité brutale est que le chômage dans cette province a mangé ses revenus et rongé sa population pendant des années. Ce phénomène est attribuable à l'exploitation à sens unique qui a fait de nous essentiellement une province de matières premières, de coupeurs de bois et de puiseurs d'eau au profit de l'économie américaine dans une grande mesure, et en partie de l'économie canadienne. C'est que les gouvernements sont libéraux depuis belle lurette. Ces gouvernements libéraux ont refusé d'insérer dans la loi des sauvegardes visant la protection de la propriété canadienne, notamment les 51 p. 100 du contrôle de nos ressources naturelles. Il s'est ensuivi que les habitants de la Colombie ont dû expédier toute la gamme de minerais et de matières premières ainsi que les emplois, les entreprises et la croissance économique qui les accompagne. Quel en est le résultat?

• (12.30 a.m.)

J'ai vérifié la chose aujourd'hui et j'ai constaté que chacune des papeteries, sauf celles des deux géants, Crown Zellerback et MacMillan Bloedel, a fermé pendant au moins un mois. Rayonier a fermé quatre fois cette année. Les deux fabriques de la Columbia Cellulose, à Castlegar et Prince-Rupert, seront fermées pendant deux semaines. Du côté des mines, quatre ont fermé leurs portes, deux mines d'argent et deux de cuivre et au moins trois autres doivent en faire autant d'ici six mois. Pourquoi? Parce que le marché est inexistant à l'heure actuelle. Et les consommateurs? Il n'y a pas de consommateurs et le programme actuel est incapable de nous en donner. Qu'arrive-t-il? Ces gens doivent s'entasser dans les villes, vivre de l'assurance-chômage et devenir assistés sociaux.

Je voudrais vous faire voir la réalité à Vancouver, les faits en ce qui concerne l'assistance sociale aujourd'hui. J'ai vérifié auprès de l'administration sociale de la ville de Vancouver aujourd'hui même. Le nombre des cas d'assistance sociale à Vancouver s'élève à 18,108. N'oubliez pas qu'il s'agit là de cas; c'est dire qu'il y a environ 45,000 assistés sociaux à Vancouver, qui coûtent 2.1 millions par mois en frais directs en dehors des frais administratifs. Le nombre des célibataires employables, des deux sexes s'élève à 6,528 et le coût mensuel aux trois paliers de gouvernement s'élève à \$533,000.

Les chiffres de l'assistance sociale à Vancouver accusaient une augmentation d'environ 10 p. 100 sur l'an dernier et ceux d'entre vous qui connaissent cette ville savent qu'on y trouve des milliers de jeunes gens à rien faire, des jeunes gens qui n'ont jamais eu d'emploi et n'ont aucun espoir d'en avoir jamais, et 50,000 emplois pour tout le Canada, aux termes du programme actuel, ce n'est qu'une paille lorsqu'il s'agit d'employer nos jeunes gens. Voilà ce qu'il nous faut envisager et le gouvernement ne l'a fait d'aucune manière.

Le programme qu'on nous présente est onéreux. Qui va en payer les frais? Je le répète, on dispense les sociétés de leur part des frais dans une proportion de 7 p. 100. Les concessions aux particuliers sont beaucoup moindres, car la réduction est de 3 p. 100. Ce sont encore les contribuables qui vont écoper. Je sais que plusieurs vieillards de ma circonscription ont réussi à garder leur foyer à force d'économies de toutes sortes, sur leur régime alimentaire, les médicaments et les choses qui leur sont nécessaires, et ce sont ces gens-là qui vont devoir payer injustement une partie de ce programme d'un milliard de dollars, qui est censé remédier au chômage au pays. Par ailleurs, je doute

[Mme I MAUVAIS DRAPS.

que ce programme, avec ses vastes ramifications et tous les fonds qu'il engage, n'entraîne la création de vastes empires par ceux qui l'administrent, avec leurs importants et spacieux bureaux pourvus de toutes sortes de salles d'attente et de personnel équipé de tous les téléphones qu'il faut, et bien barricadé loin du public, je doute que cette organisation n'en absorbe une large part de frais, et les chiffres afférents à la main-d'œuvre au cours de ces cinq dernières années sont loin de m'assurer que ce programme-ci réussira mieux.

Trop de gens, hommes ou femmes, se sont adressés à moi, me signalant qu'ils avaient une bonne formation, après avoir suivi tous les cours qui leur étaient permis, et dans les circonstances, il est parfaitement absurde qu'on écrive ce que le ministre des Finances (M. Benson) a dit dans son discours de ce soir. Voici:

Le programme de formation en cours d'emploi est conçu de façon à encourager les employeurs à se préparer pour une future expansion économique et à assurer aux stagiaires l'acquisition de compétences sérieuses qui leur permettront d'augmenter leur niveau de vie et les aideront à profiter des nouvelles occasions d'emploi.

Quelles sont ces nouvelles occasions d'emploi? C'est ce que les gens veulent savoir. Ils tournent en rond depuis des années, acceptant tout ce qu'ils peuvent obtenir, se faisant dire qu'il n'y a pas d'emplois et, notamment par les administrateurs du programme de la main-d'œuvre, qu'ils feraient mieux de s'adresser à l'assistance sociale—des femmes se sont fait parler de la sorte—plutôt que de chercher des emplois inexistants.

Que le ministre dise, avec ses manières engageantes, que le premier ministre, après tout, est un homme de cœur et qu'il est très désobligeant de prétendre qu'un gouvernement placé sous ses auspices ne pourrait pas présenter un mauvais programme, est une façon assez étrange d'essayer de détourner l'attention de ce qui se passe actuellement. Le gouvernement essaie d'y porter remède en reprenant du poil de la bête, et le poil de la bête était le désir de rendre les lois de notre pays si souples que les compagnies des États-Unis puissent venir chez nous, utiliser nos ressources, les contrôler de leur capital, mettre la main sur les compagnies sans permettre, par exemple, dans ma province, la mise au point des industries secondaires que nous aimerions avoir.

Et maintenant, nous venons déclarer: bien sûr, nous allons accroître les effectifs de la main-d'œuvre, accroître notre formation industrielle, et ainsi de suite. Nous allons vous former et vous instruire jusqu'au niveau du doctorat en philosophie. Mais aujourd'hui, on voit des gens pourvus d'un doctorat en philosophie parcourir la ville de Vancouver à la recherche d'emplois, et quand on les connaît, il n'est pas étonnant qu'ils veuillent jeter un second coup d'œil à ce programme. J'espère que le programme réussira, mais je vous dirais que ce programme, monsieur le ministre...

**Une voix:** Vous voulez dire monsieur l'Orateur.

**Mme MacInnis:** ... devra faire bien davantage dans l'intérêt des chômeurs. Le ministre m'a rendue soupçonneuse lorsqu'il a déclaré que ce programme était destiné à encourager les employeurs. J'estime qu'il devrait encourager les chômeurs. C'est précisément parce que le gouvernement a toujours usé de la carotte avec les employeurs, espérant leur faire créer des emplois, que nous sommes maintenant dans de si mauvais draps.